



PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
MCO**

*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
  - VU le titre I du livre V du Code de l'environnement ;
  - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
  - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
  - VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
  - VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatifs aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1<sup>er</sup> août 2002 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 1991 autorisant LE GAEC DE LA VILLE GUINVRAY sis à PLEDRAN au lieu-dit La Ville Gunvray à exploiter un élevage porcin de 3690 places animaux-équivalents ;
  - VU la demande présentée par LE GAEC DE LA VILLE GUNVRAY sis à PLEDRAN au lieu-dit « La Ville Gunvray » en vue de la régularisation de la situation administrative, de l'extension d'un élevage de 4161 places animaux-équivalents et de la construction d'une unité de traitement, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT-CARADEC, PLAINTTEL, PLEDRAN, PLOUFRAGAN, SAINT-JULIEN, TREGUEUX ;
  - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
  - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 30 décembre 2003 ;
  - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 13 février 2004 ;
  - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512-1 du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (Livre V-titre 1<sup>er</sup>) ;



SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er** – Le GAEC DE LA VILLE GUINVRAÏ , ci après dénommé l'éleveur, sis à PLEDRAÏ au lieu dit "La Ville Guinvray", est autorisé à exploiter à cette adresse (section NC n°294), à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

**A** - un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4161 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 88 places maternité (264 PAE), 339 places gestantes verraterie (1017 PAE), 60 places quarantaine infirmerie (60 PAE), 2496 places engraissement (2496 PAE) et 1622 places post **sevrage** (324 PAE).

**B** - une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré" ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections des élevages porcin et bovin, à savoir : 8340 m<sup>3</sup> de lisier (33490 kg d'azote) sur 37681 kg d'azote produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 4191 kg d'azote, sera épandu sous forme de fumier de bovins.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

**ARTICLE 2** : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. - Effectifs :

- 2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra **pas** dépasser 487 reproducteurs (truies verrats cochettes), 2496 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1622 porcelets sevrés de moins de 30 kg.
- 2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 470 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).
- 2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphasé et utilisation de phytases :

- 2.2.1. - L'alimentation biphasé et l'utilisation de phytases seront mises en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.
- 2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ....) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux , quantités d'aliment phytase utilisées....). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.



- 2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" et d'utilisation de phytases le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers :

- 3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.
- 3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
  - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
  - un compteur électrique différent de celui de l'élevage.
- 3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).
- 3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.
- 3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	8340 m <sup>3</sup>	22,8 m <sup>3</sup>
N Global	33490 kg	91,7 kg
M.S	417000 kg	1142 kg

- **sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an**

- 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1000 m <sup>3</sup>	2,7 m <sup>3</sup>
N Global	6698 kg	18,3 kg
M.S	230000 kg	630 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1321 m <sup>3</sup>	3,6 m <sup>3</sup>
N Global	3110 kg	8,5 kg
M.S	37260 kg	102 kg



Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6019 m <sup>3</sup>	16,5 m <sup>3</sup>
N Global	902 kg	2,4 kg
M.S	60190 kg	165 kg

### 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant, des additifs incorporés et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

.../...





Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mises en forme des données....) sont réalisées correctement. A cette fin, le service des installations classées et l'agence de l'eau habiliteront, sur proposition de l'éleveur, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur. L'organisme valideur ne pourra être ni l'organisme concepteur, ni l'organisme chargé de l'assistance technique.

Deux visites de l'organisme valideur sont nécessaires durant la première année (période de "mise en charge") ; les années suivantes, une visite annuelle sera prévue.

Le planning des dates de visites sera adressé par l'organisme valideur au service des installations classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur...),
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur établira un compte-rendu **détaillé** et l'adressera sous un mois au service des installations classées et à l'éleveur.

**ARTICLE 4:** Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

- 4.1. - Les lisiers bruts seront stockés dans une fosse d'homogénéisation d'un volume de 430 m<sup>3</sup>.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 400 m<sup>2</sup>
- 4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 2012 m<sup>3</sup>.
- 4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 5000 m<sup>3</sup>.
- 4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 910 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

.../...



- 4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
  - les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
  - la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
- 4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.
- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

- 5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.
- 5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 – Résorption

Biphase : 6154 kg  
Traitement : 22780 kg  
Transfert : 6698 kg

ARTICLE 7 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 8 - Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 9 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.



Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 10** - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLEDRAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du GAEC DE LA VILLE GUNVRAY.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC DE LA VILLE GUNVRAY dans deux journaux d'annonces légales du département.

**ARTICLE 11** : Le Présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 17 juin 1991 susvisé.

**ARTICLE 12 - Délai et voie de recours** (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 13** -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de PLEDRAN,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC DE LA VILLE GUNVRAY pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-CARREUC, PLAINTTEL, PLOUFRAGAN, SAINT-JULIEN, TREGUEUX.

SAINT-BRIEUC, le  
LE PREFET,

15 MAR. 2004

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

  
Jacques MICHELOT.

